



Note d'analyse 5

(cf. Remarques méthodologiques, *supra* p. 5)

Programme «MEDIAS, MEMOIRE-HISTOIRE » (janvier 2013- janvier 2015)

A. Guichaoua - S. Capitant

1. Environnement politique burundais post-commémoration du cinquantième

L'évolution et le durcissement du climat politique national laissent penser que les marges de manœuvre et appuis exceptionnels dont il a été possible de bénéficier ces dernières années de la part des décideurs politiques au plus haut niveau devront, selon toute vraisemblance, être réappréciés dans le contexte de tensions induit par la proximité d'échéances politiques nationales majeures. Mais ils devront surtout être régulièrement reconstruits avec les *new leaders* au profil gestionnaire sans références autres que celles du CNDD-FDD qui remplacent peu à peu la génération combattante historique formée dans le creuset des luttes pour la transition démocratique des années 1980-90. C'est cette capacité d'intervention que nous voulons entretenir et conforter dans la nouvelle période post-conflit qui s'ouvre au travers de réflexions élargies à des enjeux plus proches des exigences du développement.

La place particulière des médias...

Plusieurs raisons peuvent être invoquées. La première tient au fait qu'au terme des élections de 2010, le CNDD-FDD s'est retrouvé dans une position de force à laquelle lui-même ne s'attendait pas et que le désarroi et les divisions de toutes les forces d'opposition lui laissaient le champ totalement libre au moins jusqu'à la prochaine campagne électorale. En second lieu, les commémorations du cinquantième de l'Indépendance de juillet 2012 mettaient le Burundi sous les projecteurs internationaux et les autorités se devaient de maintenir un climat d'ouverture politique et de relatif consensus national autant envers la population burundaise que vis-à-vis des étrangers. Enfin, l'effondrement des cadres politiques issus de la transition démocratique du début des années 1990 organisés autour de la confrontation UPRONA/FRODEBU conférait aux organisations de la "société civile" une place prépondérante comme lieux de débat et forces de mobilisation sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux. Les ONG, les églises, les médias se voyaient alors *de facto*, voire pour certains à leur corps défendant, investis de missions nouvelles. Pressés de pallier la déliquescence de forces politiques d'opposition représentatives, il leur était désormais demandé de porter et de relayer des revendications et aspirations fortes face à un pouvoir étendant méthodiquement son emprise dans tous les domaines de la société. La prise de contrôle des organisations de la société civile et de "Bujumbura" est ainsi ouvertement affichée comme l'objectif de campagne numéro 1 qui parachèverait la victoire électorale de 2010.

La réussite et l'impact du programme Médias élaboré et mis en œuvre en 2011-12 avec la Synergie des radios, télévisions et la presse nationale tenaient à l'idée d'associer la symbolique

Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

des commémorations (l'histoire longue, la mémoire, les grands acteurs) et la mobilisation concertée de médias indépendants dans une conjoncture qui faisaient d'eux des relais incontournables pour la réussite elle-même des événements organisés à cette occasion exceptionnelle. Liberté de la presse, pluralisme, débat démocratique de haut niveau, dimension régionale et internationale, sans oublier la caution scientifique : toutes ces dimensions ont pu être associées pour promouvoir, après une large concertation avec les autorités politiques et administratives et en co-production avec des médias motivés et solidaires, un programme original et émancipé de la plupart des contraintes communes.

Les autorités ont soutenu ce programme, ou plutôt l'ont toléré, parce qu'il abordait des questions fortes et a bénéficié d'emblée d'une très large audience, parce qu'il a sollicité des invités de marque et que sa réussite apportait au pays et aux autorités une plus-value d'image et de notoriété. Pour autant, elles n'ont cessé de vouloir le contrôler, d'essayer d'en faire le porte-voix des officiels, et surtout d'arriver à casser la Synergie qui les représentait. Trois leçons peuvent être tirées.

Perspectives pour 2013

La leçon première est que les propositions de soutien aux médias (formation, appuis financiers et techniques) ne sont pas dissociables des contenus qui ont été promus. C'est le challenge professionnel proposé qui a déclenché la motivation et la solidarité des médias et non les contreparties.

La seconde leçon est toute aussi importante à nos yeux. De la part des autorités, la volonté de limiter l'indépendance des médias et de les soumettre à des règles du jeu contraignantes s'est exprimée clairement au travers de la répression brutale de [la manifestation des journalistes du 19 février 2013](#) demandant la libération de leur collègue Hassan Ruvakuki, condamné le 8 janvier 2012 à trois ans de prison pour "association de malfaiteurs". Cette volonté répressive a tous les chances d'être durable.

-Au sein de l'appareil du CNDD-FDD, les attaques envers les médias et leurs responsables sont permanentes. Malgré son contrôle de la Radio-Télévision nationale et de certains médias privés, le parti ne dispose pas d'audience comparable à celle des grandes radios indépendantes, de ce fait sa politique répressive fait l'unanimité.

Pour autant, une troisième leçon, qui pondère la seconde, mérite d'être soulignée. En effet, au moins pour le court et moyen terme, le Programme Médias a permis de nouer un dialogue constant et direct entre les médias nationaux d'un côté et, de l'autre, le CNC et les autorités politiques, militaires et religieuses au plus haut niveau. S'il n'a pas été sans tension au regard de la longue tradition d'autoritarisme et d'arbitraire étatique qui perdure, il a aussi suscité des soutiens officiels manifestement opportunistes mais de forte portée en termes d'affichage. Ainsi, la qualité des produits médiatiques et la démarche de vérité sur l'Histoire du Burundi ont été publiquement reconnues et valorisées à maintes occasions.

Parmi elles, on rappellera, à la fin juin 2012, les références appuyées lors des discours et des débats de la première journée Portes ouvertes des forces armées présidée par le chef de l'État devant quelques 400 officiers et membres des délégations étrangères des forces armées. Si aucun des engagements pris à cette occasion pour consigner et publier les interventions et débats n'a finalement été tenus par les "décideurs" politiques, une large part des échanges a été consignée et surtout approfondie avec les officiers et personnalités soucieux de dire le vrai sur ce qu'a été le vécu de leur propre "guerre". Des liens durables se sont alors établis.

Mentionnons ensuite deux anecdotes liées à la visite officielle du Président Nkurunziza en France. La première concerne la demande du protocole d'organiser, le 8 mars 2013, la demi-journée de rencontre du Président avec la diaspora burundaise européenne dans les locaux de

l'IEDES à l'Université Paris 1. Un choix surprenant, voire provocateur, au regard du contentieux de la répression du 19 février des manifestants dénonçant l'incarcération du journaliste Hassan Ruvakuki, correspondant de RFI au Burundi, emprisonné depuis novembre 2011. La surprise fut alors grande lorsqu'il déclara d'emblée à la tribune qu'il s'était invité à l'IEDES pour y faire l'éloge du programme Médias et sa volonté de rétablir des relations apaisées entre les autorités et les médias en ordonnant la libération immédiate d'Hassan Ruvakuki. Enfin, en quittant l'IEDES, il invita le directeur avec insistance au diner officiel de clôture de son séjour en France, prévu trois jours plus tard. Dès son arrivée au restaurant, le Président voulut s'entretenir aussitôt avec le directeur. Il lui annonça alors que les deux ministres qui l'accompagnaient se devaient de lui présenter personnellement des excuses. Très gênés, ils s'exécutèrent déclarant que c'étaient eux qui avaient ordonné lors de son récent séjour en janvier la mise sur écoute de ses deux téléphones portables, puis de couper toutes communications. Le programme retrouvait alors des marges de manœuvre, sans lesquelles il était assurément impossible de promouvoir de quelconques activités.

Le programme “Médias, Mémoire, Histoire”

Au regard du contexte politique post-2012 et dans le cadre de la poursuite des différentes actions menées au Burundi depuis deux ans sur le secteur médias suite notamment aux commémorations de l'indépendance [cf. précédente [Note d'analyse 4](#)], les missions des années 2013 et 2014 ont permis d'animer des activités de production avec les médias et d'autres acteurs de la scène burundaise, regroupées sous le nom de programme “Médias, mémoire, histoire” structuré autour de trois axes :

2. Des “productions médiatiques” autour de l'histoire du Burundi utiles à un travail collectif de mémoire

Dans le contexte sociopolitique burundais actuel décrit plus haut, l'expression de la parole, de la mémoire et de la contradiction s'avèrent de plus en plus délicate. L'expérience “Conférences pour mémoire” a prouvé la capacité des médias à jouer un rôle stratégique dans ce domaine. Il est donc recommandé de soutenir le travail de production médiatiques historiques dans le but de maintenir des espaces médiatiques de dialogue, de débat et de construction d'une mémoire collective partagée. Ceci permettrait de soutenir un débat public, de susciter une meilleure connaissance du passé et de fournir des éléments intéressants à la société dans son ensemble pour la gestion d'un passé douloureux. Ces actions ne se réclament d'aucune prétention ou incidence juridique. Les possibilités d'existence de la Commission Vérité et réconciliation étant ce qu'elles sont, il s'avère de plus en plus crucial de maintenir un espace indépendant de débats historiques. Le bilan du projet “Conférences pour mémoire” suggère de poursuivre en veillant au respect de plusieurs principes : indépendance éditoriale des médias ; haut niveau d'exigence professionnelle ; garantie de leur solidarité professionnelle en encourageant le principe de la synergie ; collaboration entre médias et universitaires.

Les années à venir offrent, pour le Burundi ainsi que pour l'ensemble de la région, des opportunités majeures de commémoration d'événements historiques cruciaux : tentative de coup d'état et assassinat de Melchior Ndadaye d'octobre 1993, mort du président Cyprien Ntaryamira dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion présidentiel rwandais, cinquantenaire de l'instauration de la République et de l'installation de régimes militaires en 2015, etc. À notre niveau, elles permettent d'entretenir un débat de qualité sur les questions de gouvernance démocratique, de peser sur des enjeux sociaux cruciaux (vérité et justice post-conflit) ou de grande actualité/utilité en rapport avec les échéances politiques nationales.

Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

De nombreuses discussions se sont tenues au cours de cette mission entre les responsables de médias (RTNB, Renaissance, RPA, Isanganiro, Bonesha, Rema, Iwacu, Renouveau, etc.), les organisations professionnelles (ABR, Maison de la Presse, Union burundaise des journalistes), les autorités de régulations (CNC). Le souci constant et partagé a été d'assurer la continuité de l'approche du programme des "émissions 2012" : aborder des événements historiques majeurs avec rigueur et distance, identifier et impliquer les acteurs ou témoins de ces événements (des populations aux élites) et de dégager en quoi ils ont été (ou sont) porteurs de renouveau.

Plusieurs entrées ont fait l'objet de discussions précises, notamment celles qui illustraient la volonté de diversifier les formats et investir l'écrit.

Le numéro spécial d'Iwacu et les émissions sur "Ntega-Marangara"

De ce point de vue, la préparation pour août 2013, d'une série de documents écrits et audio pour le 25^{ème} anniversaire des événements de Ntega-Marangara (août 1988) était apparu exemplaire. En effet, au-delà des massacres et du nouveau traumatisme mémoriel qui ancrèrent un peu plus encore le clivage ethnique hutu/tutsi, cet épisode douloureux sonnait la fin de plus de 20 ans de régimes militaires, qui ont débouché en 1991 sur la "transition démocratique", l'instauration du multipartisme en 1991 et les premières élections présidentielles au Burundi en 1993. André Guichaoua ayant en 1988 participé à la mission d'enquête sur les massacres dans les provinces concernées, à la première mission "gouvernance" Banque mondiale/FMI, et co-rédigé un ouvrage sur leur bilan, était bien placé pour en tirer les leçons avec la participation des trois principaux protagonistes (le Président Pierre Buyoya, Adrien Sibomana, le Premier ministre alors issu des négociations, et Jean-Louis Sarbib, chief executive officer de Development Gateway et précédemment un des Vice-présidents de la Banque mondiale).

Il importait en premier lieu d'appréhender à quel point les blessures sont toujours présentes dans les esprits¹, ce qu'il est advenu des acteurs de ces événements et comment les deux communes se sont reconstruites. En second lieu, nous voulions aussi illustrer que les événements de Ntega-Marangara ont servi de révélateur à une société bloquée par 20 ans de régimes militaires et l'omniprésence maintenue du clivage ethnique depuis le génocide des Hutus de 1972. La surprise et le choc causés par ce brutal retour de la violence avaient démontré la fragilité de l'ordre autoritaire imposé et surtout l'inanité de l'intense travail de propagande, d'encadrement politique et de rééducation des populations menés pendant douze années pour nier l'existence des ethnies. Du sommet de l'État jusqu'aux collines, des ruptures idéologiques et sociales ont été enclenchées qui libèrent progressivement l'expression des populations et feront évoluer les comportements façonnés par la peur des Autres. Elles permirent l'émergence de nouveaux porte-parole des populations et un "rééquilibrage ethnique" parmi les élites.

Avec Antoine Kaburahe, le directeur d'Iwacu, le schéma du numéro spécial du magazine consacré à cet événement a été confectionné, le travail d'enquête sur le terrain réalisé par le journaliste Armel-Gilbert Bukeyenzeza a été repris et valorisé, les trois personnalités majeures que nous voulions interviewer (Pierre Buyoya, chef de l'État 1987-1993 ; Adrien Sibomana, Premier ministre 1988-1993 ; et Jean-Louis Sarbib, chef de la mission conjointe dite d'Écoute et de dialogue" organisée par la Banque mondiale/FMI) ont été contactées et ont accepté de participer à l'événement médiatique.

¹ Ce point était capital et correspondait à une interrogation plus large sur la manière dont les divers acteurs vivent et assument les graves traumatismes qui ont marqué les 25 dernières années. Sans pouvoir développer ce point ici, les enquêtes réalisées à Ntega et Marangara démontrent que ce sont les plus jeunes (15-25 ans) qui sont les plus loquaces et qui livrent devant leurs proches des récits détaillés des affrontements et massacres. Ainsi, le travail de transmission assuré par les aînés est désormais porté et compris par ceux qui n'ont pas vécu ces événements.

(Liens avec [Magazine 19 Ntega-Marangara 20131101](#))

Le numéro spécial d'Iwacu et les émissions sur l'assassinat du Président Melchior Ndadaye

La préparation du second événement historique sur la tentative de putsch militaire du 23 octobre 1993, l'assassinat de Melchior Ndadaye et des principaux dignitaires du régime a été à nouveau différée dans l'attente de connaître ce que les autorités vont organiser et produire. Ce souci de pouvoir faire le point préalablement sur ce qui a été ou va être programmé par les autorités et les partis, est très important afin de pouvoir (re-)cadrer notre propre format et nos "messages" en fonction de la tonalité d'ensemble qui sera donnée à cette commémoration majeure. Et ce d'autant plus qu'une forte tension prévaudra certainement dans les esprits à cette période. Chanel Nsabimbona, le directeur général de la Radiotélévision nationale, attend les recommandations du gouvernement qui doit mettre incessamment à l'ordre du jour les préparatifs de la commémoration de cet anniversaire.

Le numéro spécial d'Iwacu et les émissions sur la commémoration du vingtième anniversaire du 6 avril 1994 et [la mort du Président Cyprien Ntaryamira](#)

Le troisième événement historique retenu sera la commémoration du vingtième anniversaire du 6 avril 1994 et de la disparition du Président Cyprien Ntaryamira qui périt dans l'attentat de Kigali contre l'avion qui ramenait les deux présidents rwandais et burundais de Dar Es-Salaam

J'ai pu apprécier à quel point il était perçu comme important par les autorités lors d'une fin d'après-midi passée avec Willy Nyamitwe, porte-parole du Président Nkurunziza. Par hasard, nous avons abordé cette commémoration et il m'a expliqué la difficulté que posait la juxtaposition avec les commémorations grandioses que le Rwanda prépare de son côté sur le génocide des Rwandais tutsis. Sans encore savoir comment elle sera abordée, Willy Nyamitwe m'a fait part du souhait du Président que soit organisée une commémoration digne de cet événement.

Nous avons justement retenu cet événement comme thème de la 3^{ème} émission programmée pour le début 2014, que nous envisagions de traiter sous un angle inédit. En effet, cette nuit-là, au moment de l'attentat contre l'avion présidentiel l'enjeu prioritaire en matière de risque de conflagration n'était pas le Rwanda, mais le Burundi où la seule annonce de la mort dans le même avion des deux présidents hutus suite à un attentat qui serait spontanément imputé au FPR suffirait pour que le pays bascule immédiatement dans une guerre civile totale et un génocide d'une toute autre ampleur qu'en octobre 1993. Nous souhaitons aussi raconter comment le Burundi a échappé au "basculement" grâce à l'implication déterminée et conjointe d'Ahmedou Ould-Abdallah et de Sylvestre Ntibantunganya pour mettre en place immédiatement un Comité de suivi représentant toutes les forces légitimes du pays chargé de gérer la transition institutionnelle². Un communiqué lu par Sylvestre Ntibantunganya annonça sa mise en place en pleine nuit suite au décès du Président dans un "accident d'avion" advenu à l'escale de Kigali. Cette rapidité de réaction et ce pieux mensonge permirent de bloquer l'enclenchement des tueries et d'une tragédie déjà anticipée.

² En effet à Kigali, dès la survenue de l'attentat, nous étions convenus avec la responsable du BUCO, Marie-France Renfer, que je m'occuperai du Burundi dans un premier temps pendant qu'elle informait les personnels suisses et rwandais. Nous nous sommes ensuite répartis les contacts et interventions tout en maintenant pour moi des entretiens réguliers avec des personnalités burundaises. En effet dès 20 h. 30 j'avais pu joindre Eugène Nindorera, ancien président de la Commission constitutionnelle et président de la ligue des droits de l'Homme Iteka, suivi d'Ahmedou Ould Abdallah, alors représentant spécial des Nations unies pour le Burundi pour le informer de la présence de Cyprien Ntaryamira dans l'avion de Juvénal Habyarimana. De nombreux contacts avec différentes personnalités se poursuivirent le reste de la nuit.

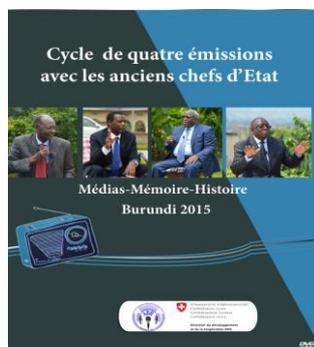
Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

Le message le plus fort de cette commémoration réside dans cet exploit qui démontre que la fatalité des prophéties auto-annoncées n'est jamais acquise, que les ressorts planifiés des extrémistes partisans de la "dernière guerre" peuvent toujours être maîtrisés si ceux qui ont les moyens de décider le veulent. On peut souligner ici en premier lieu la capacité de décision et la volonté du représentant des Nations unies qui avec l'aval de sa hiérarchie obtint le soutien unanime des ambassades étrangères. Il faut mentionner en second lieu la maturité et l'exceptionnelle sens des responsabilités des six membres - en particulier le courage de Sylvestre Ntibantunganya - qui acceptèrent de former le comité de suivi (3 Hutu, 3 Tutsi)³, enfin en troisième lieu le relais actif de la coordination des ONG et des églises, etc. Termes à termes, il s'agit là de l'exact contrepoint des stratégies d'acteurs voulues et assumées par les belligérants rwandais. On retrouve déjà là "l'exception burundaise".

Willy Nyamitwe, convaincu et très motivé, s'est entretenu de notre conversation dès le lendemain avec le Président. Des démarches ont été initiées pour qu'à cette occasion soit délivrée une décoration nationale à Ahmedou Ould-Abdallah.

Cycle de 4 entretiens avec les anciens Présidents ;

Poursuivant la méthodologie, la dynamique et l'organisation adoptées avec les responsables de médias pour le Cycle *Conférences pour mémoire*, l'ABR et les journalistes des différents médias en synergie ont réalisé des entretiens (en français et en kirundi) avec les quatre anciens chefs d'État : Jean-Baptiste Bagaza, Pierre Buyoya, Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye. En effet, le Burundi a la chance d'être un des rares pays en Afrique qui a quatre anciens chefs d'Etat encore en vie, qui circulent librement et qui sont membres du Sénat à vie.



La série actuelle d'articles a recueilli [leurs témoignages](#) sur l'histoire du pays et les leçons qu'ils en ont tirées.

³ Ils occupaient tous des positions fortes dans le cadre d'un pouvoir "réparti" et fortement clivé politiquement. Il s'agit de Ntibantunganya Sylvestre, Président de la République *ad interim* (FRODEBU, hutu, Gitega) ; Kanyenkiko Anatole, Premier ministre (UPRONA, tutsi, Ngozi) ; Fyiroko Gédéon, Colonel, ministre de la Défense (tutsi, Ngozi) ; Bikomagu Jean, Lieutenant-Colonel, Chef d'Etat-major de l'Armée (tutsi, Bururi) ; Bansubiyeko Mames, Administrateur général de la Documentation et des Migrations (FRODEBU, hutu, Muramvya) ; Budigiye Corneille, Président du groupe parlementaire FRODEBU (hutu, Ruyigi).



Le volet Mémoire des forces armées

Un appui scientifique au travail historique et de mémoire a été sollicité par les autorités des forces armées. Il a été jugé impossible de ne pas répondre à une telle initiative.

a) Sur ce point, après diverses concertations, le ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants a décidé de réaliser un ouvrage reprenant les diverses communications effectuées en présence du Chef de l'État lors de la première journée d'ouverture de la semaine "Portes ouvertes" organisée à la fin juin 2012 juste avant les cérémonies du Cinquantième. Des communications et textes relatifs à d'autres événements marquants de cette semaine ont aussi été recensés. Le ministre et le secrétaire permanent ont souhaité pouvoir disposer de cet ouvrage pour le mois de juin 2013 au cours duquel une nouvelle semaine "Portes ouvertes" serait organisée par les FDN. Cet ouvrage voudrait être un outil de communication dont une publication en kirundi et en anglais devrait être aussi disponible. Le ministre a présenté cet ouvrage comme devant illustrer une "institution d'excellence en leadership et en éthique".

Un long échange téléphonique avec le ministre de la Défense nationale le 2 mars a permis de faire un point sur les productions attendues et l'échéancier. Selon les consignes qu'il a données, les textes rédigés par les intervenants seraient disponibles au cours de la deuxième quinzaine de mars ;

b) La priorité étant accordée à cet ouvrage, les autres volets "Publications" (recueils de témoignages de militaires sur la guerre civile, la sortie de crise et le processus d'intégration des forces combattantes dans les FDN d'une part, lancement de la Revue de la Défense nationale de l'autre) seront débattus lors de la prochaine mission envisagée au cours de la deuxième quinzaine d'avril 2013 ;

c) La dimension "CVR" initialement accolée à ces travaux n'a pas été explicitement mentionnée par les interlocuteurs du MDNAC au cours des derniers entretiens, mais on peut penser que le projet de publication et son contenu suffisent à illustrer l'attachement des autorités à cette préoccupation. Il ne faut pas sous-estimer la portée de cette demande de publication d'un ouvrage consacré aux FDN et coordonné par des universitaires extérieurs à l'institution ;

d) Suite à nos échanges, il a été aussi décidé, à la demande du ministre de la Défense que les contacts établis avec les plus hautes autorités de la Police nationale lors de la précédente mission de la fin 2012 afin de s'engager dans une démarche similaire, seraient reportés. Chaque institution ayant des préoccupations et des agendas propres.

Renforcement du secteur médiatique : l'audit des médias par les médias, une approche interprofessionnelle

Les médias sont confrontés à de graves difficultés socio-économiques et professionnelles qui, à elles seules, sont en mesure de remettre en cause leur survie. S'engager à soutenir les médias dans leur mission d'utilité publique de faire vivre le débat national, ainsi qu'à contribuer à l'effort commun de connaissance du passé, implique de prendre en compte leur difficulté quotidienne d'existence. Développer un programme médias ne peut pas se limiter à un appui à la "production" et se doit d'inclure ces enjeux de survie économique et professionnelle. Diverses actions sont menées dans ce sens, mais elles souffrent d'un fractionnement (pluralité des bailleurs et des approches, diversité des objectifs, faible durabilité et un processus souvent horizontal auquel les médias sont invités à s'adapter).

Afin de tenir compte de ces éléments, il a été décidé de développer au Burundi une approche plus participative qui permette d'impliquer les médias dès la phase d'élaboration afin de répondre au mieux aux enjeux réels et de proposer des initiatives innovantes. Un audit des médias par les médias est en cours de préparation. Il est proposé que les formulations du programme 2013-2015 se fondent sur cet audit pour formuler ses orientations générales. Cette méthodologie serait une garantie sérieuse de la bonne appropriation du programme par les médias.

Certains principes d'action ont déjà été arrêtés :

- favoriser les actions qui renforcent la solidarité professionnelle et le rayonnement des médias ;
- accompagner l'élaboration de solutions conduisant à l'autonomie ;
- valoriser au maximum les ressources locales ;
- favoriser les logiques régionales.

Cet audit consisterait à faire un "mapping" des besoins dans le domaine par les médias eux-mêmes. Il n'existe pas au Burundi par exemple de document de synthèse donnant une photographie d'ensemble du secteur médiatique. Les médias étant les premiers à connaître leurs besoins, ils se sont engagés à réaliser eux-mêmes un audit de leur situation articulé comme suit :

- paysage médiatique (photo des médias et de leur histoire, montées des médias numériques, etc.) ;
- formation : ce qui existe, ce qui manque, les besoins et les recommandations ;
- situation économique : état financier des médias, les stratégies économiques mises en place, les pistes jugées prometteuses ;
- situation juridique ;
- situation technique et défi de la diffusion numérique.

Cette initiative a été présentée lors de réunions tenues avec le Vice-Président du CNC, puis avec le Président du CNC qui ont salué l'initiative et transmis leur soutien entier.

[L'audit des Médias](#) par les médias a été mené à terme en septembre 2013. Un travail remarquable, lucide et exigeant mit ensuite en valeur au cours de nombreux débats publics majeurs qui ont débouché en mai 2014 sur la création d'une structure paritaire "Pouvoirs publics-Médias". Une reconnaissance méritée. (Cf. *infra* [Les Assises des Médias](#)).

Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

On relèvera toutefois un point qui est resté symptomatiquement “hors enquête“. Il s’agit de la question des “lignes éditoriales” (ou des projets éditoriaux) des différents médias dont tout un chacun sait que, pour la plupart, ils relèvent ou véhiculent des références politiques tranchées et militent pour la promotion de visions partisans marquées sur le cadre politique et la société burundaise. Mais paradoxalement le sujet ne peut être abordé collectivement car ce non-dit est la condition même de leur solidarité affichée face au pouvoir, à la censure du CNC, à l’encadrement au quotidien, voire à la répression auxquels sont confrontés tous les journalistes dans l’exercice de leur métier.

Malgré leurs divergences majeures, il s’agit donc d’une solidarité corporative imposée à tous les médias indépendants et soucieux de le rester. Elle s’incarne symboliquement dans l’institutionnalisation de la “Synergie”, ces moments rares où toutes les radios et télévisions décident de retransmettre ensemble le même programme afin de garantir au message ou à l’émission diffusés une portée et une audience exceptionnelles. Seuls peuvent s’émanciper de la synergie les médias adossés à des institutions pérennes qui les mettent à l’abri des pressions économiques et politiques, c’est-à-dire les médias officiels ou porte-parole du parti au pouvoir et ceux liés aux églises et notamment à l’Église catholique⁴. On rejoint là des questions fondamentales sur la nature du cadre politique burundais qui marquent dans le domaine de la liberté d’expression la double limite de l’exigence démocratique d’un côté et de la tolérance à son égard de l’autre.

L’exception burundaise !

⁴ Le paradoxe de la participation des représentants de la radio et de la télévision nationales à la Synergie illustre les limites de l’emprise du pouvoir sur les médias qu’il contrôle. Dans l’impossibilité de renouveler les personnels de l’audiovisuel public recrutés sous les régimes précédents (principalement en raison de l’inexistence des compétences adéquates sur le marché du travail), le CNDD-FDD compose et se rallie les cadres et techniciens en place. On relèvera ainsi que plus des trois-quarts des personnels de cadres et techniciens sont tutsi (et en grand majorité membres de l’UPRONA), tout comme les directeurs généraux (qui ne sont pas eux membres de l’UPRONA). Ces médias s’associent donc aux émissions en synergie sans participer aux actions de protestation ou aux manifestations des médias privés. Par extension, Rema FM, la radio du parti au pouvoir, estime ne pouvoir rester à l’écart du mouvement, tout en s’impliquant *a minima* ou en faisant reconnaître - légitimement - ses désaccords.